

TÉLÉPHONIE FIXE

Trois-cent mille lignes résiliées en 2009

Trois-cent mille lignes de téléphone fixe non rentables vont être résiliées dès 2009. Algérie Télécom enregistre annuellement 200 millions de dinars de pertes suite au vol de câbles. En outre, AT a subi un manque à gagner de 1 milliard de dinars suite à l'offre de lignes WLL dans des conditions indues.

Chérif Bennaceur-Alger (Le Soir)- En marge, hier à l'hôtel Hilton, d'un séminaire sur les infrastructures Internet haut débit, le président du groupe Algérie Télécom, Moussa Benhamadi, a été très communicatif sur les pertes subies par l'opérateur public.

Lors d'un point de presse, Moussa Benhamadi a indiqué que le vol de câbles occasionne annuellement une perte de 20 milliards de centimes (200 millions de dinars).

En outre, l'opérateur public des télécommunications perd, chaque mois, quelque 10 millions de minutes d'appels internationaux sur IP déviés. Ce qui occasionne également un manque à gagner tant pour AT que pour le Trésor public.

Le P-dg d'Algérie Télécom a évoqué également un chiffre de un milliard de dinars de pertes financières suite à l'offre de lignes de téléphonie sans fil, WLL, dans des conditions indues.

Concernant le recouvrement des créances d'AT, Moussa Benhamadi a indiqué que si 20 milliards de dinars ont pu être recouvrés en 2008, il reste cependant 30 à 40 milliards

de dinars à récupérer.

D'autre part, l'opérateur public compte, à l'heure actuelle, quelque 900 000 lignes de téléphone fixe non rentables. Ces lignes, inutilisées depuis quelques années, vont être progressivement résiliées.

Pour l'année en cours, 300 000 lignes vont être résiliées. Cela étant, Algérie Télécom a, début 2009, signé un contrat de performance avec l'Etat pour mettre en œuvre la stratégie de développement de la société de l'information ou projet e-Algérie 2013.

En ce sens, l'opérateur

public compte investir pour 100 milliards de dinars à l'horizon 2013, partiellement sur fonds propres. Il est question de consacrer 5 milliards de dinars pour la réhabilitation du réseau (suppression des câbles aériens et leur remplacement par des câbles souterrains, la poursuite du développement du réseau de fibres optiques, le renforcement du réseau multiservice...).

A propos de cette stratégie, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Hamid Bessalah qui a ouvert ce séminaire, a indiqué que son financement, à discuter avec le ministère des Finances, pourra être pris en charge par l'Etat.

Arguant que des actions ont déjà été identifiées

dans la mise en œuvre de cette stratégie, le ministre de la Poste a évoqué la nécessité d'une «harmonie» entre l'Etat et les opérateurs et la promotion du partenariat public/privé.

Comme Hamid Bessalah a fortement insisté sur la modernisation des infrastructures Internet haut et très haut débit, liée

selon lui à la résorption des contraintes qui freinent l'accès à Internet dont la saturation des canalisations, le vieillissement et la dégradation des câbles pour le filaire, notamment dans les grandes villes, ainsi que les interférences de fréquences et la propagation des ondes radioélectriques pour le non-filaire.

En relevant que le nombre de lignes d'accès Internet ADSL, qui est actuellement de 400 000 sera augmenté de 900 000 autres lignes cette année, pour atteindre 6 millions à l'horizon 2013, et qu'une réflexion sur le dégroupage sera lancée pour accroître l'offre ADSL.

C. B.

OPÉRATION UN ORDINATEUR PAR FAMILLE

Ousratic, nouvelle formule lancée en 2009

L'opération «Un micro-ordinateur par famille», ou Ousratic, sera relancée en 2009. Après son échec, l'opération Ousratic sera relancée sous une nouvelle formule.

A charge cependant, selon le P-dg d'Algérie Télécom, Moussa Benhamadi, d'insuffler une nouvelle vision, de mettre

en œuvre des mesures à même de réduire les coûts d'accès.

Il s'agit, notamment, de mesures d'ordre fiscal, en rapport avec les prestataires, de possibilités de paiement échelonné des équipements ainsi que l'utilisation de logiciels open sources.

C. B.

SON P-DG L'A RÉAFFIRMÉ HIER

La SNTR ne sera pas privatisée

La Société nationale des transports routiers (SNTR) ne sera pas privatisée, a réaffirmé hier matin son président-directeur général, M. Abdellah Benmaârouf, à l'occasion de la tenue de la quatrième conférence nationale sur le développement de cette entreprise.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La décision a été prise par le gouvernement et une instruction a été adressée à la SNTR à ce propos au début de l'année en cours. Mieux encore, la SNTR est classée comme une entreprise stratégique pour le pays.

Aucune ouverture de

son capital à des investisseurs privés, qu'ils soient nationaux ou étrangers, ne sera opérée, a rassuré M. Belaïd Oukemoum, directeur des finances, de la consolidation et des participations du groupe SNTR. Ce dernier affirme que le capital des trois filiales de cette entreprise sera augmenté.

L'objectif de cet effort financier est de consolider la position de la SNTR sur le marché local avant d'aspirer à conquérir le marché international, notamment dans le domaine du transport maritime.

Depuis trois ans, la SNTR a tracé un programme d'acquisition d'une nouvelle flotte terrestre à raison de 100 camions par an, en recourant aux prêts bancaires et au leasing auprès de certains opérateurs privés qui ne peuvent pas décrocher de grands marchés pour le transport de marchandises ou d'équipements lourds pour les entreprises.

La rencontre d'hier a été programmée pour amener les responsables de chaque filiale à adhérer au programme de développement et de redéploiement de la SNTR qui souffre toujours de problèmes organisationnels, a avoué son P-dg.

Pour M. Belaïd Oukemoum, il s'agit aussi

d'améliorer la qualité de service fourni par le groupe. «Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour discuter et nous concerter sur les moyens à mettre en œuvre afin de réaliser un saut qualitatif au niveau de tous les segments et des filiales de notre société», expliquera-t-il encore.

Pour sa part, M. Abdellah Benmaârouf affirme que le transport transsaharien est en train de redémarrer progressivement après plusieurs années d'interruption pour des raisons diverses, notamment sécuritaires.

La relance des activités de l'entreprise a permis à la SNTR d'enregistrer un chiffre d'affaires de 5 milliards de dinars en 2008. Ce résultat est considéré

comme positif lorsqu'on sait que cette société a été en proie à d'énormes difficultés en raison de la vétusté de son parc roulant.

Aujourd'hui, la SNTR ambitionne de conquérir le marché du transport maritime, tout en augmentant ses parts de marché national qu'elle estime à 65%, indique M. Boukemoum, par ailleurs.

Des nouveaux camions seront affrétés pour les mois et années à venir afin de permettre à cette société publique, qui emploie plus de 2 500 personnes, de rester concurrentielle.

A noter que la SNTR dispose de trois filiales qui sont l'Agefal, Logitrans et Maintenance plus.

L. M.

AMAR GHOU L : DEUX VISITES À BOUIRA EN MOINS DE DIX JOURS

Les entreprises instruites d'accélérer la cadence des travaux

Après l'inauguration, mardi dernier, du second tube du tunnel d'Aïn-Chriki, sens Bouira-Alger, d'une longueur de 1 189 mètres et qui a été réalisé par l'entreprise Cosider, dans la localité de Djebahia, et l'ouverture à la circulation du tronçon de 6 km, faisant partie de l'autoroute Est-Ouest, et qui contourne le chef-lieu de la commune de Bechloul, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a effectué une autre visite dans la partie est de la wilaya de Bouira, pour inspecter les derniers chantiers des projets qui ne sont pas encore achevés. Au niveau de la localité

d'El-Adjiba, le ministre a insisté sur le respect des normes internationales de sécurité et accordé un délai supplémentaire d'un mois pour l'achèvement du projet de l'échangeur de cinq kilomètres, qui va relier l'autoroute à la RN5, puis la voie pénétrante à la wilaya de Béjaïa.

Les mêmes remarques ont été adressées à l'entreprise chinoise qui réalise le dernier tronçon de l'autoroute, d'une longueur de 16 km entre El-Adjiba et la frontière avec la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, et dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 85 %.

Le premier responsable du secteur a lancé une opération de plantation d'arbres sur les accotements, tout en exigeant la

livraison de ce tronçon et l'ensemble des ouvrages d'art, pour le mois de juin prochain.

Amine Han

SIDI-BEL-ABBÈS

Un véhicule vide sème la mort

Un véhicule de marque Peugeot 405, stationné en légère inclinaison et sans passager à bord, a tout d'un coup démarré pour déboiler sur une famille dont le père, le propriétaire de la voiture, était assis à l'ombre d'un arbre autour du lac Sidi-Mohamed-Benali à Sidi-Bel-Abbès. Le père et sa fille ont échappé par miracle à la mort alors que la maman, âgée de 53 ans, n'a malheureusement pas eu cette chance..Admise aux urgences médico-chirurgicales du CHU Hassani-Abdelkader, la malheureuse a rendu l'âme. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

A. M.

Débrayage des travailleurs de la société italienne Todini

Après l'expiration du délai de huit jours, fixé dans le préavis de grève déposé par les représentants des travailleurs de la société italienne Todini, à laquelle est confié le projet de réalisation de l'autoroute Est-Ouest entre les communes d'El-Esnam et d'El-Adjiba, dans la wilaya de Bouira, près de 900 travailleurs ont débrayé hier pour exiger des responsables de ladite entreprise la satisfaction de leurs revendications dont certaines ont été déjà formulées, mais restées sans suite, depuis plusieurs mois.

Parmi les points principaux soulevés par les travailleurs, l'ouverture d'un dialogue sur l'indemnité de licenciement octroyée aux travailleurs à la fin du contrat les liant à ladite société, le problème des œuvres sociales et les indemnités dont doivent bénéficier certains travailleurs qui sont réquisitionnés durant les jours de repos. C'est ce dernier point qui a aggravé le désaccord entre l'employeur et les représentants des travailleurs et fait échouer toutes les démarches entreprises pour calmer la situation et trouver une solution aux doléances des ouvriers, ainsi que la mission de bons offices menée par l'Inspection du travail.

Par ailleurs, nous avons appris qu'un service minimum a été assuré par les travailleurs pour les travaux d'urgence, afin de ne pas retarder le projet.

Amine Han